

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

DECISION DU MAIRE

N°2024_35D

DECISION QUI ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°2024-33D PORTANT DEMANDE DE SUBVENTION A ALES AGGLOMERATION AU TITRE DES FONDS DE CONCOURS DE DROIT COMMUN POUR LE FINANCEMENT DE L'EXTENSION DU CIMETIERE « LE VILLAGE »

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et suivants,
Vu la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020 portant délégation d'attribution du conseil municipal au Maire, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 08 juillet 2020,

Considérant la nécessité de créer des extensions de nos cimetières communaux,

Considérant que l'extension du cimetière « Le Village » est une priorité pour la commune,

Considérant le plan de financement prévisionnel ci-dessous,

| DEPENSES HT | | RECETTES HT | |
|----------------------------|-----------|---|-----------|
| Nature | Montants | Financement | Montants |
| Frais de maîtrise d'oeuvre | 26 612 € | DETR (40%) | 198 459 € |
| Travaux | 443 537 € | Fond de concours Alès Agglo de droit commun (30%) | 148 845 € |
| Imprévus et divers | 22 000 € | Autofinancement (30%) | 148 845 € |
| Coordonnateur SPS | 3 000 € | | |
| TOTAL DEPENSES | 496 149 € | TOTAL RECETTES | 496 149 € |

Considérant que conformément à la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020, le Maire est chargé par le conseil municipal de « demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions pour tout projet d'investissement ou de fonctionnement porté par la commune, sans limite de montant engagé ou sollicité »

Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,

DECIDE

- DE VALIDER le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus,
- DE SOLLICITER l'aide d'Alès Agglomération au titre des fonds de concours de droit commun pour le financement de l'extension du cimetière « Le Village » pour un montant de **148 845€**.

Fait à A Saint Hilaire de Brethmas, Le 18 Octobre 2024

Le Maire,
Jean-Michel PERRET



Le Maire :

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr.

REÇU EN PREFECTURE

le 23/10/2024

Application agréée E-legalite.com